Estoril Political Forum 2015 22-24 June, Estoril Nicolas Vaicbourdt

Généalogie de l'Atlantisme : la civilisation de la Magna Carta

Alors que les crises aux frontières de l'Europe ne cessent de prendre de l'ampleur qu'une nouvelle administration sera élue aux États-Unis l'année prochaine, les questionnements sur l'avenir de l'Alliance atlantique et la sécurité en Europe se posent à nouveau. En fait, celles-ci sont récurrentes depuis la fin de la guerre froide ou nombreux étaient ceux qui annonçaient la dissolution d'un lien transatlantique devenu d'autant plus obsolète que l'affirmation de la Chine sur la scène internationale – en remplacement de la défunte URSS – semblait bien réorienter les États-Unis vers le nouvel épicentre de la globalisation que constituent les rivages du Pacifique, en phase de supplanter l'Atlantique.

Ces inquiétudes reposent sur une lecture réaliste du système des relations internationales, qui souligne le caractère conjoncturel d'une Alliance atlantique née en 1949 dans le but de préserver l'Europe occidentale indispensable au développement économique et à la sécurité des États-Unis. Pourtant une autre approche, dite culturaliste, fondée sur une perspective s'inscrivant dans la longue durée permet de mieux rendre compte de la pérennité de ce lien transatlantique, en soulignant le développement progressif d'une identité commune qui, bien entendu, amène à interroger différemment l'avenir. C'est l'idée de cette réelle identité transatlantique qui expliquerait la nature du lien si particulier entre les nations de l'ancien et du Nouveau Monde ; un modèle de communauté qui n'a pas son pareil dans le système international contemporain.

Dès l'origine, les États-Unis se sont pensés comme la promesse d'une nouvelle société réelle héritière de l'idéologie de la Magna Carta, tournant le dos aux errements du Vieux Monde englué dans une logique de rapport de force destructeur et une société inégalitaire dominée par des régimes résolument autoritaires. Divisés sur le sens de leur mission politique, et les enjeux de la défense ou de la promotion de la démocratie, les Pères fondateurs sont résolus à prôner un isolationnisme conjoncturel à l'égard de l'Europe. Devenu un repère identitaire, cet isolationnisme s'est progressivement métamorphosé en un des piliers de l'exceptionnalisme américain en compagnie de l'identification à une expérience nationale de démocratie aboutie.

Cependant, dès la fin du XIXe siècle, le modèle américain s'est banalisé et le fossé entre les États-Unis et l'Europe n'a cessé de se combler. Les valeurs fondatrices libérales des États-Unis sont devenues communes en Europe. Alors qu'avec « la fin de la frontière », le modèle de société américain se rapprochait encore davantage de celui du Vieux Monde, avec un essor urbain et industriel comparable. Mais c'est aussi en se confrontant aux réalités d'une expansion impériale et de cultures radicalement différentes, notamment en Asie, qu'une partie des élites américaines s'est identifiée à une culture occidentale, vantée par Theodore Roosevelt.

Toujours indécis et divisés quant à leur positionnement international, les États-Unis n'en ont pas moins paradoxalement continué à s'interroger sur leur identité occidentale

lorsque le débat sur l'immigration s'est amplifié entre la fin du XIXème siècle et les années 20. Les politiques de quotas qui se sont progressivement instaurées se sont fondées sur la nécessité de préserver des racines anglo-saxonnes (culturelles plus encore qu'ethniques) redécouvertes et magnifiées au nom d'un idéal politique et institutionnel.

Le cycle des conflits du XXème siècle a entériné ce lien alors que les États-Unis se sont instaurés comme les défenseurs du modèle de démocratie libérale. Encore faut-il distinguer, pour rendre compte des atermoiements de la diplomatie américaine, deux écoles de pensées internationalistes. L'une qui s'illustre avec les 14 Points de Wilson ou les Nations unies de F. Roosevelt se rêve universaliste et imagine un ralliement unanime aux valeurs libérales. La seconde, plus traditionnaliste et civilisationniste incarnée par le journaliste Walter Lippmann, restreint l'idée d'une communauté à des pays partageant une culture et des valeurs similaires. Leur confrontation aboutira au rejet de la Société des nations par le Congrès ; tandis qu'en 1941, ils se rejoindront dans l'idéal de la Charte de l'Atlantique.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale alors que le rideau de fer tombe sur l'Europe et que l'Amérique latine ne se conforme toujours pas aux espoirs américains, l'Europe occidentale rejoint les États-Unis dans l'idéal de la modernité libérale, incarnée par l'acceptation des exigences de réforme portées par le Plan Marshall, et amplifie les similitudes entre les deux rives de l'Atlantique. La ratification du Traité de l'Atlantique Nord n'est alors pas tant une révolution dans l'histoire diplomatique américaine que la dernière étape de la construction d'une identité partagée et la reconnaissance d'une communauté de destin.

L'histoire de l'Alliance atlantique, faite de crises et de tensions systématiquement surmontées, est bien connue. En dépit de différences sociales et culturelles, l'idée de communauté a perduré jusqu'à nos jours. Reposant à la fois sur sa puissance pure (hard power) et sa capacité d'influence (soft power), l'Alliance atlantique est néanmoins confrontée à de nouveaux défis inégalés, liés aux mutations internationales autant que nationales ; à l'instar de l'Europe d'ailleurs. L'analyse du passé nous permet d'envisager un avenir encore prometteur pour autant que nous sachions rester fidèles à ce qui a créé cette communauté.